

« Toulouse Capitole Publications » est l'archive institutionnelle de
l'Université Toulouse 1 Capitole.

QUELQUES PRÉCISIONS SUR L'ASSURANCE DES RISQUES CLIMATIQUES

DIDIER KRAJESKI

Référence de publication : LEDA nov. 2018, n° 111p0, p. 4

Pour toute question sur Toulouse Capitole Publications,
contacter portail-publi@ut-capitole.fr

QUELQUES PRÉCISIONS SUR L'ASSURANCE DES RISQUES CLIMATIQUES

Les juges ne pouvaient considérer acquise la garantie climatique sans constater que les conditions posées par le contrat étaient remplies, que les accumulations de neige étaient la cause directe du sinistre, et sans constater que les vents à l'origine du sinistre étaient dus à une tempête, un ouragan ou un cyclone.

Cass. 2e civ., 13 sept. 2018, no 17-21243

Depuis une loi du 25 juin 1990, l'article L. 122-7 du Code des assurances prévoit une extension légale de garantie dans les contrats d'assurance de dommage. Il s'agit d'imposer la prise en charge des effets du vent dû aux « tempêtes, ouragans et cyclones ». Les contrats comportent souvent une garantie complémentaire prenant notamment en charge les dommages causés par le poids de la neige. Après quelques hésitations, la jurisprudence a fini par décider que l'extension légale ne peut être ni exclue, ni réduite, ni rendue plus onéreuse pour les biens couverts par un contrat d'assurance (Cass. 2e civ., 19 oct. 2006, n° 05-10094 : Bull. civ. II, n° 277 ; RGDA 2006, p. 1012, note Kullmann J.). Sur le fondement de la disposition du Code des assurances, associée à cette solution jurisprudentielle, les juges du fond ont, en l'espèce, considéré que l'assureur devait couvrir les dommages subis du fait d'intempéries. Leur décision est cassée. Elle l'est d'abord sur la façon d'appliquer l'extension légale. Il est reproché aux juges du fond de ne pas avoir caractérisé l'existence de l'un des phénomènes donnant lieu à l'exclusion, le rappel de l'existence de l'extension ne suffisant pas. La décision est aussi sanctionnée sur la mise en œuvre de la garantie contractuelle. Le contrat d'assurance définit, lui, l'événement couvert. En l'occurrence, pour que la garantie soit due « le vent doit avoir une intensité telle qu'il détruit ou endommage un certain nombre de bâtiments de bonne construction dans un rayon de 5 km autour du bâtiment. À défaut, vous nous fournirez un certificat de la station météorologique la plus proche du bâtiment attestant qu'au moment du sinistre, la vitesse dépassait 100 km... ». Les juges s'étaient fondés sur d'autres éléments, prétextant un défaut de clarté de la clause, pour appliquer la garantie. Ils sont sèchement rappelés à l'ordre sur le fondement de l'article 1134, ancien, du Code civil. Cela revient à conforter l'efficacité de stipulations qui viennent combler les espaces laissés libres par la loi de 1990.

La décision est enfin cassée sur l'application de la garantie complémentaire « action directe du poids de la neige », l'arrêt présente l'intérêt de préciser le rôle déterminant que doit avoir l'événement garanti : cause directe du sinistre et non simple rôle aggravant.